

# BRÈVE INTRODUCTION À LA THÉORIE DE L'ÉTAT CHEZ MARX ET ENGELS

Rémy HERRERA  
(CNRS)\*

## Introduction

Il est de coutume de dire qu'il n'y a pas de « théorie » de l'État chez Marx, encore moins chez Engels, au sens où on ne pourrait trouver chez ces auteurs une théorie systématique, achevée, cohérente de l'État et de sa dynamique. Il n'y aurait pas de théorie de l'État *capitaliste*, alors que Marx l'avait annoncée dans son programme de travail ; ni de théorie de l'État *pré-capitaliste*, certains percevant même des divergences entre Marx et Engels dans leurs analyses des origines historiques de l'État ; pas de théorie de l'État *socialiste* non plus, puisque l'idée d'un « État marxiste » est une contradiction dans les termes, un non-sens logique, dans la mesure où ce qu'affirme Marx, c'est la *fin de la politique*, ou le *dépérissement de l'État*.

Cette difficulté théorique, ou ce manque conceptuel, Marx en a parfaitement conscience lorsqu'il explique dans sa *Lettre à Kugelman* de décembre 1862 que, si la première partie de sa *Critique de l'économie politique* (le Livre I du *Capital*) constitue « la quintessence », « le développement de ce qui va suivre pourrait facilement être réalisé par d'autres, sur la base de ce que j'ai écrit [et

---

\* Chargé de recherche au CNRS, économiste. UMR 8595 (MATISSE), Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 106-112 boulevard de l'Hôpital, 75013 Paris, herrera1@univ-paris1.fr.

L'auteur remercie vivement Étienne Balibar, dont les cours, écrits et conseils ont inspiré ce travail, ainsi que Suzanne de Brunhoff, Gérard Duménil, Marta Harnecker, Dominique Lévy, Yann Moulier Boutang, Miguel Urbano Rodrigues, Jacques Texier, Bruno Théret et Carlo Vercellone. Ce texte a fait l'objet d'une communication au Jeune Séminaire d'Études Marxistes (CEPREMAP) en juin 2000.

ce sera en effet Engels qui publiera les Livres II et III] (*à l'exception peut-être, ajoute Marx, du rapport entre les diverses formes d'État et les différentes structures économiques de la société*) »<sup>1</sup>. Il y a donc problème sur ce point : dans le rapport entre l'État et le capital.

Reste que les analyses que Marx et Engels consacrent à l'État sont extrêmement nombreuses, omniprésentes même, dans leurs œuvres tant théoriques et philosophiques que politiques et historiques ; et ce, depuis leurs tout premiers écrits (la *Critique de la philosophie politique de Hegel* ou *La Question juive* pour Marx, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre* pour Engels) jusqu'à leurs tout derniers textes (la *Critique du Programme de Gotha* de Marx, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* ou *l'Anti-Dühring* d'Engels), en passant bien sûr par le centre de tout qu'est *Le Capital*, et même par des textes plus périphériques, comme ceux *Sur le Colonialisme*.

C'est en fait à une constellation d'éléments théoriques, ou théorico-historiques, plutôt qu'à une théorie de l'État, que nous avons affaire. Et c'est un concept — un *concept-critique* — de l'État que Marx et Engels font varier, déclinent et complexifient au fur et à mesure de leurs recherches théoriques et dans l'urgence des événements historiques et des luttes pratiques du mouvement ouvrier, plutôt que la construction d'un objet théorique abstrait, qu'ils fournissent. D'où ce paradoxe fort d'une absence (apparente) de théorie de l'État dont l'analyse est pourtant (réellement) omniprésente. D'où encore cet autre paradoxe corollaire de critiques récurrentes et innombrables formulées contre cette déficience ou cette défaillance théorique qui ne fait en réalité que révéler l'extraordinaire richesse des débats théoriques sur l'État entre marxistes ou marxisants après Marx et Engels — mais surtout grâce à Marx et Engels.

### **L'État, expression aliénée de la société civile**

Marx part, dans ses premiers textes, en particulier dans le manuscrit de la *Critique de la philosophie politique de Hegel* et dans la série d'articles contemporains des *Annales franco-allemandes* de 1843, d'un concept d'État qui tient l'État politique pour séparé de la société civile et opposé à elle. Ce concept est repris de la tradition philosophique la plus classique, et commun, quoique selon des variantes bien distinctes, aux trois grandes sources d'inspiration intellectuelle de Marx : Rousseau, et le socialisme démocratique

---

<sup>1</sup> *Lettres à Kugelmann*, p. 30.

égalitaire français (de qui vient l'idée d'une association des citoyens fondée sur une participation directe à la décision générale) ; Smith, et l'économie politique britannique ; Hegel enfin, le premier grand adversaire de Marx (qui se forme dans et contre l'idéalisme objectif hégélien) et en même temps le plus grand inspirateur de Marx (à qui il fournit la dialectique et l'historicité)<sup>2</sup>. Pour tous ces auteurs, comme pour le jeune Marx, l'État se définit par sa *séparation* et son *opposition* à la société civile.

Ce qu'explique Marx dans ces premiers écrits, et d'abord dans *La Question juive*, c'est que, par-delà la diversité de ses formes institutionnelles, l'État est fondamentalement d'essence démocratique. « *L'État démocratique [est] le véritable État* »<sup>3</sup>. La démocratie est ainsi la vérité de toutes les formes extérieures de l'État, « *l'énigme résolue de toutes les constitutions* »<sup>4</sup>, lesquelles peuvent naturellement entrer en contradiction avec cette essence étatique, démocratique, pour faire de l'État « *un non-État* »<sup>5</sup>. La démocratie véritable, la démocratie en soi, fait de l'État ce que Marx appelle « *l'homme objectivé* », et ce, en faisant de chaque homme le représentant de l'autre, notamment par le biais du suffrage universel. La démocratie vraie, comme vérité de l'État, permet de mettre fin à la division de la société civile et de résoudre les oppositions d'intérêts individuels. Elle est donc ce qui permet la *réunification* de la sphère abstraite de la politique avec la sphère de la vie concrète du peuple (idéalisme/matérialisme). Elle est ce qui permet de former la communauté universelle des hommes, et de la former réellement et non plus fictivement, comme dans la société bourgeoise moderne et son libéralisme constitutionnel, où les "droits de l'homme" servent en fait de masque à l'exercice concurrentiel des intérêts égoïstes des propriétaires privés.

Dans ces premières analyses des rapports entre État politique et société civile à l'époque bourgeoise, époque de la propriété privée et de la libre concurrence, Marx décrit l'homme comme d'essence véritablement communautaire, comme « *un être communautaire* »<sup>6</sup>, mais comme contraint de mener une existence réelle faite d'individualisme et d'égoïsme, en conflit avec cette essence collective. En d'autres termes, il présente un homme forcé à une scission interne : c'est « *le divorce de l'homme d'avec son être*

---

<sup>2</sup> Voir : Balibar, 1993, *La Philosophie de Marx*, p. 9.

<sup>3</sup> *La Question juive*, p. 360.

<sup>4</sup> Voir aussi : *Manuscrits de 1844* (troisième manuscrit), p. 144.

<sup>5</sup> *La Question juive*, p. 360.

<sup>6</sup> *Idem*, p. 356.

*communautaire* »<sup>7</sup> ; un homme obligé d'*aliéner* son être générique collectif — *i.e.* de s'en dessaisir et de le projeter — dans l'État politique. C'est donc l'État politique, en tant qu'il est une entité *extérieure* et *supérieure* — la troisième *Thèse sur Feuerbach* parlera d'une « *société divisée en deux parties dont l'une est au-dessus de la société* »<sup>8</sup> — et l'expression de l'intérêt général et de la totalité des citoyens, qui rend l'homme conforme à sa vraie nature. Mais il le fait de manière irréaliste, illusoire, fictive. Car l'État politique, instance abstraite, n'est que l'*aliénation* de la société civile elle-même, qui est elle bien réelle. Il est le produit de la société civile — Marx renversant ici l'ordre de subordination établi par Hegel : c'est l'État qui est subordonné à la société. Et l'État est en même temps l'image de la société civile, son image inversée, son reflet compensatoire. De ce fait, il permet aussi de dévoiler la nature réelle de la société bourgeoise, qui repose sur la propriété privée, sur la recherche du profit, sur la violence des possédants à l'encontre des travailleurs.

Et c'est sous le vocabulaire de l'aliénation que Marx va progresser théoriquement de la critique de la religion à la critique de la politique (de Dieu à l'État) — dans *La Question juive* —, puis — avec les *Manuscrits de 1844* — de la critique de la politique à la critique de l'économie (de l'État à l'argent) ; et ce, dans les moments mêmes où il passe, politiquement, d'un libéralisme hégélien radicalisant de la période de la *Rheinische Zeitung* (1842) à l'universalisme démocratique de la *Critique de la philosophie politique de Hegel* (1843), et enfin au communisme (en 1844), avant de construire (à partir de 1845–47) le matérialisme historique.

### **L'État, instrument dans la lutte des classes**

Progressivement donc, une mutation s'opère dans le concept d'État que Marx, et avec lui Engels, utilise(nt), évoluant de cette conception d'un État expression aliénée de la société civile (et révélant du même coup l'aliénation de l'essence sociale de l'homme) à une conception plus instrumentale de l'État, analysé comme un instrument de classe, née de l'histoire de la lutte des classes<sup>9</sup>, intervenant dans ces luttes de classes. L'État va ainsi devenir la forme

---

<sup>7</sup> *Idem*, p.359.

<sup>8</sup> Ad *Feuerbach*, p.1030 : “*die Gesellschaft in zwei Teile — von denen der eine über ihr erhaben ist*”. Voir également : Labica, 1987, pp. 14 et 20.

<sup>9</sup> Engels y reviendra longuement dans *L'Origine de la Famille, de la propriété privée et de l'État*. « ... Et cette institution vint. L'État fut inventé », p. 101.

politique d'organisation de la bourgeoisie, qui *en prend possession, se l'approprie*, pour assurer l'exploitation économique du prolétariat. La démocratie ne sera plus alors vue comme une vérité en soi, mais dénoncée comme une représentation idéologique, l'idéologie juridique de "l'État de droit", comme la forme que prend *la suprématie économique et politique* de la classe bourgeoise dans les sociétés capitalistes modernes. Cette mutation conceptuelle trouve son point d'aboutissement dans le *Manifeste communiste* de 1848. Mais elle s'effectue par étapes, au travers de plusieurs textes fondamentaux, au premier rang desquels, bien sûr, *L'Idéologie allemande* en 1846–47.

Marx présente les résultats de cette évolution, tout à fait décisive, dans la préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique* de janvier 1859 : « *Le premier travail que j'entrepris fut une révision critique de la Philosophie du droit de Hegel. Mes recherches aboutirent à ce résultat que les rapports juridiques — ainsi que les formes de l'État — ne peuvent être compris ni par eux-mêmes, ni par la prétendue évolution générale de l'esprit humain [la raison dans l'histoire de Hegel, R.H.], mais qu'ils prennent au contraire leurs racines dans les conditions d'existence matérielles [donc la société civile elle-même], et que l'anatomie de la société civile doit être recherchée à son tour dans l'économie politique. Le résultat général auquel j'arrivais peut brièvement se formuler ainsi : dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique [superstructure au sein de laquelle l'État constitue l'instance centrale, R.H.] et à laquelle correspondent les formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience* »<sup>10</sup>.

L'État peut dans ces conditions prendre place dans la formulation du matérialisme historique ; une place située au cœur de la superstructure juridico-politique de la société ; laquelle superstructure dispose elle-même d'une « autonomie relative ». Mais cette place est aussi et surtout celle d'une subordination, et en même temps celle d'une irréalité. Celle d'une subordination d'abord, dans la mesure où

---

<sup>10</sup> Préface de la *Contribution à la critique de l'économie politique*, p. 4.

c'est la base du mode de production qui est "déterminante en dernière instance" de toutes les transformations historiques et politiques. Il conviendrait ici de faire un détour théorique par ce concept de *détermination*, qui a une longue histoire en philosophie et qui, chez Hegel notamment, est bien plus qu'une causalité ou une dérivation, mais une relation de *réciprocité contradictoire*. Irréalité aussi, parce que seule la base productive est matérielle ; elle seule est en rapport avec les forces productives de la société — pas l'État.

Marx affinera encore cette analyse des liaisons entre base économique et forme politique, en marquant l'effet en retour de la superstructure sur la structure économique. Tel est le cas par exemple au Livre III du *Capital*, à propos de la genèse de la rente foncière capitaliste : « *La forme économique spécifique dans laquelle du surtravail non payé est extorqué aux producteurs directs détermine le rapport de dépendance [de domination et de sujétion, R.H.]<sup>11</sup>, tel qu'il découle directement de la production elle-même et réagit à son tour de façon déterminante sur celle-ci. C'est la base de toute forme de communauté économique, issue directement des rapports de production, et en même temps la base de sa forme politique spécifique. C'est toujours dans le rapport immédiat entre le propriétaire des moyens de production et le producteur direct qu'il faut chercher le secret le plus profond, le fondement caché de tout l'édifice social et par conséquent de la forme spécifique que revêt l'État à une période donnée. Cela n'empêche pas qu'une même base économique, sous l'influence d'innombrables conditions empiriques, peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider* »<sup>12</sup>. Il y a donc place ici pour une histoire non-linéaire, ou pluri-linéaire, comme le confirmeront les ultimes travaux de Marx, en particulier la lettre (et ses brouillons) écrite à Véra Zassoulitch en 1881<sup>13</sup>.

### **L'État, organisation de la classe dominante**

Il y aurait donc, selon Marx, une correspondance entre la structure de la propriété privée de la société civile et la forme qu'y prend l'État politique. Et c'est cet État que s'approprie les propriétaires privés, les bourgeois, dans la logique même du mouvement de généralisation à l'État de la propriété bourgeoise (c'est-à-dire de la propriété privée

---

<sup>11</sup> Le texte original dit : "das Herrschafts- und Knechtschaftsverhältnis". *Marx Engels Werke*, Band 25, p. 799.

<sup>12</sup> *Le Capital*, Livre troisième, p. 717.

<sup>13</sup> *Lettre à Véra Zassoulitch*, pp. 318-342, in Godelier, 1978.

des moyens de production et d'échange et des conditions d'existence des hommes). Ceci est très clairement explicité par Marx et Engels dès *L'Idéologie allemande* : « C'est à cette propriété privée moderne que correspond l'État moderne, dont les propriétaires privés ont peu à peu fait l'acquisition. Du fait que la propriété privée s'est émancipée de la communauté, l'État a acquis une existence particulière à côté de la société civile et en dehors d'elle ; mais cet État n'est autre chose que la forme d'organisation que les bourgeois se donnent par nécessité pour garantir réciproquement leur propriété et leurs intérêts, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur »<sup>14</sup> — soit dans le cadre de l'État–nation capitaliste et dans le système des États sur le marché mondial. Cette “acquisition”, cette “appropriation” de l'État par les bourgeois, s'effectue pour l'essentiel par des mécanismes économiques : l'État « est entièrement tombé entre leurs mains [des bourgeois] par le système de la dette publique, dont l'existence dépend exclusivement, par le jeu de la hausse et de la baisse des valeurs d'État à la bourse, du crédit commercial que lui accordent les propriétaires privés, les bourgeois »<sup>15</sup>.

La corrélation entre domaine public et domaine privé est encore accentuée dans *Les Luttes de classes en France* : « La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française, dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres [et] 240 000 électeurs. Louis-Philippe était le directeur de cette société »<sup>16</sup>. Cette dénonciation de la confusion, de la collusion entre affaires publiques et privées doit être lue non seulement comme liée au caractère instrumental de l'État mais encore comme une critique radicale du droit et de l'idéologie juridique. *Le Manifeste* dit du droit, en tant que forme générale de réglementation des rapports sociaux qui fait système et prend corps dans l'État, et qui ne se donne à voir que dans l'affirmation de l'égalité et de la liberté juridiques des individus, donc dans la négation des rapports de classes, qu'il est « la volonté de la classe bourgeoise érigée en loi, volonté dont le contenu est déterminé par les conditions matérielles d'existence de cette classe »<sup>17</sup>.

On trouve donc ici une rupture brutale avec les oppositions philosophiques traditionnelles entre le droit et la force, entre la légitimité et la violence, entre la démocratie et la dictature, et bien entendu entre le public et le privé. Toute l'idéologie juridique

---

<sup>14</sup> *L'Idéologie allemande*, p. 105.

<sup>15</sup> *L'Idéologie allemande*, p. 105.

<sup>16</sup> *Les Luttes de classes en France*, p. 84.

<sup>17</sup> *Le Manifeste communiste*, p. 178. Engels dira dans son commentaire *Sur Le Capital* de Marx : « Entre des droits égaux, c'est la force qui tranche ».

bourgeoise fait croire en effet que l'État est neutre, universel, qu'il incarne la rationalité politique, qu'il se situe au-dessus des classes, au-dessus de la société de classes ; alors qu'en réalité, c'est justement en établissant une distinction juridique entre « public » et « privé » que l'État trouve le moyen de subordonner tous les individus, fictivement "libres et égaux en droit", aux intérêts de classe de la classe qu'il représente et qui en a pris possession<sup>18</sup>. Cette fantastique mystification qu'est l'idéologie juridique n'est rendue possible, disent Marx et Engels dans *L'Idéologie allemande*, que dans la mesure où « les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes » et parce que « la classe qui dispose des moyens de production matérielle dispose, du même coup, des moyens de production intellectuelle »<sup>19</sup>. Et qui est « la première puissance idéologique », demande Engels dans *Ludwig Feuerbach et la Fin de la philosophie classique allemande* ? L'État ! « L'État s'offre à nous comme la première puissance idéologique s'exerçant sur l'homme »<sup>20</sup>.

La forme démocratique bourgeoise de l'État — c'est-à-dire, selon Marx et Engels, le despotisme, la dictature de la bourgeoisie, qui est un produit de la lutte des classes — est l'instrument permettant à la bourgeoisie de s'organiser en classe dominante et de dominer toute la société. La bourgeoisie est organisée en classe dominante non pas *par* mais *dans* l'État ; elle n'est organisée en classe dominante *que dans* l'État, dans la forme de l'État représentatif moderne. Chapitre 1<sup>er</sup> du *Manifeste* : « La bourgeoisie, depuis l'établissement de la grande industrie et du marché mondial, s'est finalement emparé de la souveraineté politique. Le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoise toute entière »<sup>21</sup>.

### **L'État, appareil ou machine**

Dans *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, chef-d'œuvre dans l'art de combiner histoire et théorie, on voit Marx, à travers une analyse des plus empiriques, extrêmement détaillée et factuelle, intégrer et réaffirmer, préciser et sophistiquer, ses principaux éléments théoriques sur l'État. État dont le contenu de classe l'empêche de « planer dans les airs » : « Bonaparte représente une classe bien déterminée, et même la classe la plus nombreuse de la société

---

<sup>18</sup> Voir Balibar, 1976, *Sur la Dictature du prolétariat*, pp. 49 et s.

<sup>19</sup> *L'Idéologie allemande*, p. 75.

<sup>20</sup> *Ludwig Feuerbach et la Fin de la philosophie*, p. 76.

<sup>21</sup> *Le Manifeste communiste*, p. 163.



française, à savoir les paysans parcellaires »<sup>22</sup>, soit cette classe conservatrice bien spécifique, née avec la Révolution française et constituée entre le prolétariat et la bourgeoisie — laquelle a fini par appuyer le représentant de classe des paysans parcellaires : la bourgeoisie « pour sauver sa bourse [devait] nécessairement perdre sa couronne »<sup>23</sup>. En creux, c'est donc la question des alliances de classes qui est posée dans ce texte. Et d'abord celle de l'alliance de la classe ouvrière avec la paysannerie ; problématique que l'on retrouve chez Engels dans *La Guerre des paysans en Allemagne*.

État aussi qui résout les antagonismes entre les différentes fractions de la bourgeoisie, qu'il unifie et organise en classe dominante : « *La république parlementaire était plus que le terrain neutre où les deux fractions de la bourgeoisie française, légitimiste et orléaniste, grande propriété foncière et industrie, pouvaient coexister à égalité de droits. Elle était la condition indispensable de leur domination commune, la seule forme d'État dans laquelle leur intérêt général de classe pouvait se subordonner à la fois les prétentions de ces différentes fractions et de toutes les autres classes de la société* »<sup>24</sup>. Cette solution de pacification des conflits internes à la bourgeoisie est d'ailleurs parfois imposée de force aux bourgeois, comme ce fut le cas lors du coup d'État du 2 décembre : « [La bourgeoisie] avait réprimé à l'aide de la force publique tout le mouvement de la société, et maintenant le pouvoir d'État [de Louis Napoléon Bonaparte] réprime à son tour tout le mouvement de sa propre société »<sup>25</sup>. Car il en allait de l'intérêt de classe de la bourgeoisie qu'il fallait sauver contre « ce plat égoïsme du bourgeois ordinaire [« au cerveau malade de commerce »<sup>26</sup>] toujours prêt à sacrifier l'intérêt général de sa classe à tel ou tel intérêt particulier »<sup>27</sup>. Sur ce thème, crucial, Engels écrira dans *Socialisme utopique et socialisme scientifique* : « L'État moderne est l'organisation que la société bourgeoise se donne pour maintenir les conditions extérieures du mode de production capitaliste contre les empiètements venant des ouvriers comme des capitalistes isolés »<sup>28</sup>.

La bourgeoisie, dit Marx dans *Le Dix-huit Brumaire*, prend possession du pouvoir d'État, soit « du pouvoir gouvernemental [l'exécutif, le plus important d'entre tous, celui qui domine], de l'armée et du corps législatif, bref de l'ensemble du pouvoir d'État,

---

<sup>22</sup> *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 188.

<sup>23</sup> *Ibidem*.

<sup>24</sup> *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 159.

<sup>25</sup> *Idem*, p. 184.

<sup>26</sup> *Idem*, p. 173.

<sup>27</sup> *Idem*, p. 151.

<sup>28</sup> *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, p. 93. *Anti-Dühring*, p. 315.

renforcé par les élections générales, qui faisaient apparaître sa domination comme étant l'expression de la volonté du peuple »<sup>29</sup>. De manière générale, pour parler du *pouvoir d'État*, Marx, et Engels, utilise(nt) une série de termes, de sens proches, combinés au mot *Staat* (*État* en Allemand) : *Macht* (puissance), *Herrschaft* (domination), *Übergewicht* (hégémonie), *Vormacht* (position dominante) aussi, et plus souvent encore *Gewalt*. Ce dernier terme convenait parfaitement à Marx et Engels, puisque traduisant l'idée d'une contrainte, mais contenant deux pôles sémantiques opposés, que nos auteurs considèrent comme presque substituables : le pouvoir institué d'une part, prétendant à la légitimité au moins formelle, la violence d'autre part, indifférente au processus de légitimation. Dans sa *Théorie de la violence*, Engels dit d'ailleurs : « la violence, c'est-à-dire le pouvoir d'État »<sup>30</sup>.

Articulé à ce pouvoir d'État, le concept d'État est aussi attaché, dans le texte du *Dix-huit Brumaire*, à celui d'appareil, d'appareil du pouvoir d'État, ou à celui de machine, de « *machinerie d'État* »<sup>31</sup> (*Staatsmachinerie*). Cette machine a ses organes, ses mécanismes complexes, ses techniques ; elle a sa bureaucratie étatique, que Marx dépeint en des termes un peu moins flatteurs que ceux de la bureaucratie compétente, rationnelle et raisonnable de Hegel : « *chamarrée de galons et bien nourrie* »<sup>32</sup>, « *bohème bruyante, mal famée, pillarde* »<sup>33</sup>, qui fait de l'État un « *corps parasitaire* »<sup>34</sup>, avec « *son armée de fonctionnaires d'un demi-million d'hommes, effroyable corps parasite qui recouvre comme une membrane le corps de la société française et en bouche tous les pores* »<sup>35</sup>. Les bureaucrates forment même, écrit Marx, « *une caste artificielle à côté des classes véritables de la société* »<sup>36</sup>. « *L'ordre bourgeois qui, au début du siècle, fit de l'État une sentinelle chargée de veiller à la défense de la parcelle nouvellement constituée qu'il engraisait de lauriers, est devenu un vampire qui suce son sang et sa cervelle et les jette dans la marmite d'alchimiste du capital* »<sup>37</sup>. Cet appareil d'État a sa propre division du travail, ses spécialisations et sa centralisation (dans le cadre de l'État national), qui dispose du « *plan bien réglé*

<sup>29</sup> *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 101–102.

<sup>30</sup> *Théorie de la violence*, pp. 187 et s. de l'*Anti-Dühring*.

<sup>31</sup> *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 186.

<sup>32</sup> *Idem*, p. 195.

<sup>33</sup> *Idem*, p. 200.

<sup>34</sup> *Idem*, p. 186.

<sup>35</sup> *Ibidem*.

<sup>36</sup> *Idem*, p. 185.

<sup>37</sup> *Idem*, p. 193.

*d'un pouvoir d'État dont le travail est divisé et centralisé comme dans une usine* »<sup>38</sup> — usine qu'Engels avait d'ailleurs déjà qualifié symétriquement, dans *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, de « petit État »<sup>39</sup>. A la tête de ce bazar, « un voleur », « Badinguet » : « le second Bonaparte chercha son modèle dans les annales de la justice criminelle, vola à la Banque de France 25 millions de francs, acheta les soldats 15 francs pièce, avec de l'eau-de-vie [et] du saucisson (...) davantage de saucisson... »<sup>40</sup>.

Marx décrit ainsi l'État, dans ses structures réelles, comme une machine que les classes dominantes successives ont non seulement conservé — ce qui en fait une espèce d'*invariant structurel* dans l'histoire des sociétés de classes jusqu'au (et y compris le) capitalisme —, mais encore qu'elles ont su perfectionner, rendre plus efficace, et toujours plus autonome, dans la reproduction des conditions de l'exploitation, et surtout dont elles ont sans cesse accentuer le caractère répressif : « *Ce pouvoir exécutif, avec son immense organisation bureaucratique et militaire, avec sa machinerie d'État, se constitua [en France] à l'époque de la monarchie absolue, au déclin de la féodalité, qu'il aida à renverser. Napoléon [le vrai] acheva de perfectionner cette machine d'État. La monarchie légitime et la monarchie de Juillet ne firent qu'y ajouter une plus grande division du travail, croissant à mesure que la division du travail à l'intérieur de la société bourgeoise créait de nouveaux groupes d'intérêts et, par conséquent, une nouvelle matière pour l'administration d'État. La république parlementaire enfin se vit contrainte, dans sa lutte contre la révolution, de renforcer par ses mesures de répression les moyens de l'action et la centralisation du pouvoir gouvernemental. Ce n'est que sous le second Bonaparte que l'État semble rendu complètement indépendant* »<sup>41</sup>, une puissance autonome en apparence. Et « *le summum des "idées napoléoniennes", c'est la prépondérance de l'armée* »<sup>42</sup>.

Toute cette machinerie est bien sûr financée par l'impôt : « *L'impôt est la source de vie de la bureaucratie, de l'armée, de l'Église et de la cour, bref de tout l'appareil du pouvoir exécutif* »<sup>43</sup>. Mais surtout, elle est placée, par la dette publique en particulier, sous le contrôle financier étroit de la classe dominante, « *l'aristocratie financière, les grands promoteurs d'emprunts et spéculateurs sur les valeurs d'État.*

---

<sup>38</sup> *Idem*, p. 186.

<sup>39</sup> *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, p. 271.

<sup>40</sup> *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 178–179.

<sup>41</sup> *Le Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte*, p. 186–188.

<sup>42</sup> *Idem*, p. 196.

<sup>43</sup> *Idem*, p. 194. Marx écrit ailleurs : « *l'État, c'est l'impôt* ».

*Tout le monde financier moderne, tout le monde des banques est très étroitement impliqué dans le maintien du crédit public. Une partie de leur capital commercial est nécessairement investie et placée avec intérêts dans des valeurs d'État rapidement convertibles. Les dépôts, le capital mis à leur disposition et qu'ils répartissent entre les commerçants et les industriels, proviennent en partie des intérêts perçus par les rentiers de l'État. Si en tout temps la stabilité du pouvoir d'État a signifié Moïse et les prophètes pour le marché de l'argent et les prêtres de ce marché, n'est-ce pas le cas surtout maintenant, où chaque déluge menace d'emporter, avec les vieux États, les vieilles dettes d'État ? »<sup>44</sup>.*

### **L'État, levier de la Révolution**

On a dit que, pour Marx et Engels, l'État se définit comme une organisation de classe, un instrument utilisé par la classe possédante pour assurer sa domination sur la classe ouvrière, qu'il soumet ainsi au procès d'extraction de la plus-value. Mieux : l'État se définit comme la classe dominante elle-même qui s'organise et qui s'unifie pour exercer sa domination sur l'ensemble de la société, parce que c'est seulement par l'intermédiaire de cet instrument qu'est l'État, spécialisé, placé au-dessus de la société (en apparence), au service de la classe dominante (en réalité), que peut s'exercer effectivement et efficacement le pouvoir politique de cette classe dominante. C'est ce qui conduira Engels à écrire, dans l'*Anti-Dühring*, de manière ramassée : « *L'État moderne, quelle qu'en soit la forme, est l'État des capitalistes, le capitaliste collectif en idée* »<sup>45</sup>.

C'est précisément parce que l'État est un instrument entre les mains de la classe dominante, qui le fait fonctionner à sa volonté, parce qu'il est cette classe dominante organisée pour l'exercice de sa domination, qu'il s'agira aussi pour le prolétariat, le moment venu, d'utiliser l'État à travers sa révolution politique — passant par la constitution de la classe ouvrière en parti, par la prise du pouvoir d'État et par la *conquête de la démocratie*, comme le mentionnait *Le Manifeste communiste*. Mais il s'agira de l'utiliser comme un levier, comme un moyen transitoire pour atteindre un objectif autrement plus fondamental, un but non plus politique mais économique, ou plutôt *total* : l'émancipation sociale du prolétariat — qui passe d'abord par l'abolition de la propriété bourgeoise, «*la violation despotique du*

---

<sup>44</sup> *Idem*, p. 166–167.

<sup>45</sup> *Anti-Dühring*, p. 315.

*droit de propriété et du régime de production bourgeois* »<sup>46</sup>, donc par la destruction des conditions de l'antagonisme de classes, et donc aussi par la suppression des classes elles-mêmes. C'est ce qu'expérimentera la Commune de Paris, laquelle « *devait servir de levier pour extirper les bases économiques sur lesquelles se fonde l'existence des classes, donc la domination de classe* »<sup>47</sup>.

La classe ouvrière devra utiliser le levier qu'est l'État aussi parce que la forme économique de la lutte des classes (la lutte syndicale) est une lutte *défensive*, menée sur le terrain du capital et dans des conditions imposées par lui, et ne parviendra pas à elle seule à transformer radicalement les rapports de production : il y a « *nécessité, explique Marx dans *Salaires, prix et profit, d'une action politique générale, preuve que dans la lutte purement économique le capital est le plus fort* »<sup>48</sup> — même si la lutte syndicale est tout à fait nécessaire pour mettre « *un frein au surtravail par la hausse des salaires* ». Il faut donc pour le prolétariat mener une lutte véritablement *offensive*, qui échappe dans sa logique à la logique propre du capital, qui soit l'œuvre d'initiatives authentiquement révolutionnaires.*

Et c'est toute cette transformation sociale, par laquelle est esquissée un processus révolutionnaire prolétarien, qui doit finalement conduire à la formation d'une société de travailleurs libres et librement associés. Le prolétariat donc, que la dynamique du capitalisme et la lutte qui l'oppose dans cette dynamique à la bourgeoisie (bourgeoisie elle-même constituée en classe par cette même dynamique et organisée en classe dominante dans l'État démocratique bourgeois), ce prolétariat aura aussi besoin, nécessairement, comme une condition préalable à son émancipation totale, de se servir, « *une première et dernière fois* », de cet instrument de domination et d'oppression qu'est l'État. Il lui faudra en quelque sorte remonter de l'effet à la cause, user du moyen politique pour réaliser son objectif ultime, total, social : l'abolition de « *la condition d'existence du capital* », à savoir du salariat<sup>49</sup>. Alors seulement sera mis fin à la division interne de la société et à son dédoublement en sphère réelle des intérêts matériels et sphère idéale, fictivement universelle sous l'effet de l'aliénation, de l'intérêt général public. La révolution prolétarienne est donc réunification de la société. Elle est aussi « *restitution au corps social de toutes les forces jusqu'alors absorbées par l'État parasite, qui se nourrit sur la société et en*

---

<sup>46</sup> *Le Manifeste communiste*, pp. 181–182.

<sup>47</sup> *La Guerre civile en France*, p. 45.

<sup>48</sup> *Salaires, prix et profit*, p. 70.

<sup>49</sup> *Le Manifeste communiste*, p. 173.

*paralyse le libre mouvement* »<sup>50</sup>, dit le texte de *La Guerre civile en France*, dans un passage qui fait écho aux premiers écrits de Marx, antérieurs au *Manifeste*, notamment *La Question juive*, où Marx parlait déjà, dans un style très rousseauiste, d'une société civile qui devait récupérer « *ses forces vives* » aliénées dans l'État politique.

D'où il vient ces mots du *Manifeste communiste*, à la fin du chapitre 2, « *Prolétaires et communistes* » : « *La première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie [soit la prise du pouvoir d'État, enjeu pour nos auteurs décisif de la révolution]. Le prolétariat se servira de sa domination politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives* ».

Marx et Engels de poursuivre : « *Cela ne pourra naturellement se faire que par des mesures qui, économiquement paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. Pour les pays les plus avancés, les mesures suivantes [« différentes dans les différents pays »] pourront assez généralement être mises en application : 1. Expropriation de la propriété foncière et affectation de la rente foncière aux dépenses de l'État. 2. Impôt fortement progressif [les deux premières mesures concernent donc l'impôt et la redistribution de la richesse sociale, R.H.]. (...) 5. Centralisation du crédit entre les mains de l'État, au moyen d'une banque centrale dont le capital appartiendra à l'État et qui jouira d'un monopole exclusif [la monnaie maintenant]. 6. Centralisation entre les mains de l'État de tous les moyens de transport [l'infrastructure]. 7. Multiplication des manufactures nationales et des instruments de production [nationalisation de la production]. (...) 10. Éducation publique et gratuite de tous les enfants [l'école enfin]* »<sup>51</sup>. Nous reviendrons sur ces mesures pour montrer comment Marx et Engels vont plus tard les « rectifier ».

Ce qu'il s'agit de comprendre avant cela, c'est que cette série de mesures, d'ordre économique, fait partie d'un ensemble plus large de moyens transitoires, de nature politique, que le prolétariat doit mettre en œuvre, par la violence, pour sortir victorieux du rapport de forces qui l'opposera aux ennemis de la révolution. Ces mesures participent

---

<sup>50</sup> *La Guerre civile en France*, p. 44.

<sup>51</sup> *Le Manifeste communiste*, pp. 181–182.

de ce que Marx appelle déjà la « *dictature du prolétariat* », laquelle répond coup pour coup à la « *dictature de la bourgeoisie* » exercée dans la forme démocratique de l'État moderne. Témoin, cette *Lettre de Marx à Weydemeyer*, datée de mars 1852 : « *Ce que j'ai fait de nouveau, ce fut de démontrer que la lutte de classes conduit nécessairement à la dictature du prolétariat [et] que cette dictature elle-même ne constitue que la transition à l'abolition de toutes les classes et à la société sans classes* »<sup>52</sup>. Cette abolition marque la fin du pouvoir politique en tant que « *pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre* ». C'était sur cette problématique de la dictature du prolétariat que s'achevait *Le Manifeste communiste* : « *Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence les anciens rapports de production, il détruit en même temps les conditions de l'antagonisme de classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe* »<sup>53</sup>. Cette problématique ne ressurgira dans l'œuvre de Marx que 20 ans plus tard, sous la pression d'un événement qui, jusque dans son échec et sa négativité même, constitue pour le prolétariat « *un pas en avant d'une portée universelle* » : c'est la Commune de Paris, dont il tirera les leçons dans une adresse destinée aux membres de l'Association Internationale des Travailleurs d'Europe et des États-Unis, connue sous le nom de *La Guerre civile en France*.

### **L'État et *Le Capital***

L'intervalle qui sépare les deux moments du déroulement de cette problématique de la dictature du prolétariat est le temps d'élaboration du *Capital*. C'est aussi un temps de complexification et d'enrichissement du concept marxien d'État ; État on l'a vu expression de la lutte des classes, instrument dans la lutte des classes, machine d'oppression et de répression ; État dont les fonctions proprement économiques vont être explicitées par Marx dans le mouvement même de sa théorisation du capitalisme. Ces fonctions sont absolument fondamentales car elles assurent non seulement le « *despotisme capitaliste* »<sup>54</sup> mais encore la reproduction même des conditions de la production — et d'abord et surtout la reproduction de la force de travail.

---

<sup>52</sup> *Correspondance*, p. 648.

<sup>53</sup> *Le Manifeste communiste*, p. 183.

<sup>54</sup> *La Guerre civile en France*, p. 63.

L'État participe directement à la gestion de la force de travail ; parce que le capital a besoin d'une organisation publique de la bourgeoisie qui prend en charge une partie de la valeur de la force de travail que les capitalistes ne rémunèrent pas ; et aussi parce que l'intervention de l'État est impliquée dans la reproduction même du procès de travail par l'intermédiaire de l'institution scolaire, qui agit, écrit Marx, comme « *la force spirituelle de la répression* »<sup>55</sup>, au sein de laquelle sont appris des savoir-faire et des techniques bien sûr, mais encore la discipline du travail (« *une discipline de caserne* ») et aussi l'assujettissement à l'idéologie dominante. Cette position sur le système éducatif est d'ailleurs énoncé dès le tout premier texte d'Engels, *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*<sup>56</sup>. Et *Le Capital* approfondira : « *Pour faire une force de travail en un sens spécial [i.e. pour produire cette marchandise si particulière, productrice de plus-value, R.H.], il faut une certaine éducation qui coûte elle-même une somme plus ou moins grande d'équivalent en marchandise [somme qui] varie selon le caractère plus ou moins complexe du travail* »<sup>57</sup>. Et comme on le sait, l'État capitaliste participe de plus en plus activement à la prise en charge de la production de cette marchandise.

Au Livre I du *Capital*, Marx analyse l'action tout à fait décisive de l'État pendant la genèse historique de la production capitaliste. Extrait du chapitre 28, 8<sup>ème</sup> section, sur l'accumulation primitive : « *La bourgeoisie naissante ne saurait se passer de l'intervention constante de l'État : elle s'en sert pour "régler" le salaire, c'est-à-dire pour le déprimer au niveau convenable [par l'instauration d'un salaire maximum légal notamment], pour prolonger la journée de travail et maintenir le travailleur au degré de dépendance voulu. C'est là un moment essentiel de l'accumulation primitive* »<sup>58</sup>. L'État bourgeois met donc en œuvre une « *législation de classe* »<sup>59</sup>, grâce à ses juges « *toujours empressés de servir les classes régnautes* »<sup>60</sup> et à son Parlement « *trade-union permanente des capitalistes contre les travailleurs* »<sup>61</sup>. Cette législation de classe permet d'imposer de force et de faire respecter par la répression d'État l'exploitation capitaliste.

Plus loin, au chapitre 31, sur la genèse du capitalisme industriel, Marx dit des différentes méthodes utilisées par les capitalistes dans

---

<sup>55</sup> *Idem*, p. 42.

<sup>56</sup> *La Situation des classes laborieuses en Angleterre*. Par exemple : p. 295.

<sup>57</sup> *Le Capital*, Livre premier, p. 132.

<sup>58</sup> *Le Capital*, Livre premier, p. 537.

<sup>59</sup> *Idem*, p. 539.

<sup>60</sup> *Idem*, p. 540.

<sup>61</sup> *Ibidem*.



l'accumulation primitive : « *Quelques-unes de ces méthodes reposent sur l'emploi de la force brutale, mais toutes sans exception exploitent le pouvoir de l'État, la force concentrée et organisée de la société [cette force qui est « accoucheuse de toute vieille société en travail », cette force « agent économique »<sup>62</sup>] afin de précipiter violemment le passage de l'ordre économique féodal à l'ordre économique capitaliste et d'abréger les phases de transition »<sup>63</sup>. Ce n'est que sous la tutelle de l'État que toutes ces méthodes forment « un ensemble systématique »<sup>64</sup>, dit le texte du *Capital*, qu'elles font système : le régime colonial, le protectionnisme, le crédit public, la finance moderne...*

Dans leurs textes sur le colonialisme, Marx et Engels fournissent des analyses du rôle de l'État dans l'exploitation de nation à nation, et non uniquement dans l'exploitation de classe à classe — c'est le cas des articles consacrés à la domination britannique en Inde<sup>65</sup> — ou dans la division du prolétariat selon un critère de nationalité, qui soumet les ouvriers anglais à l'idéologie nationaliste et raciste de la classe dominante — voir ici les textes consacrés à l'Irlande<sup>66</sup>, concentrée à l'époque des questions nationale et coloniale. Sur le protectionnisme, Marx montre, dès son *Discours sur le libre-échange*, que « le système protectionniste n'est qu'un moyen d'établir chez un peuple la grande industrie, c'est-à-dire de le faire dépendre du marché de l'univers, et du moment qu'on dépend du marché de l'univers, on dépend déjà plus ou moins du libre-échange »<sup>67</sup>. Politiques étatiques protectionniste et libre-échangiste sont donc des armes de la bourgeoisie, tout à fait complémentaires et non pas exclusives l'une de l'autre.

On retrouve aussi dans *Le Capital* le rôle joué par la dette publique, déjà souligné dans *Le Dix-huit Brumaire*, comme moyen permettant à la classe dominante à la fois de tenir l'État dans sa main (par le contrôle de son financement) et d'accélérer l'accumulation du capital (par l'expansion du crédit et de la finance). Chapitre 31, 8<sup>ème</sup> section, Livre I du *Capital* : « La dette publique opère comme un des agents les plus énergiques de l'accumulation primitive. Par un coup de baguette [magique], elle doue l'argent improductif de la vertu reproductrice et le convertit ainsi en capital, sans qu'il ait pour cela à subir les risques inséparables de son emploi industriel. Les crédateurs

---

<sup>62</sup> *Idem*, p. 548.

<sup>63</sup> *Ibidem*.

<sup>64</sup> *Ibidem*.

<sup>65</sup> *Sur le Colonialisme*, « Les Résultats éventuels de la domination britannique en Inde », pp. 92–99.

<sup>66</sup> *Sur le Colonialisme*, « A Propos de la question d'Irlande », pp. 324–328.

<sup>67</sup> *Discours sur le libre-échange*, p. 156.

*publics à vrai dire ne donnent rien, car leur principal, métamorphosé en effets publics d'un transfert facile, continue à fonctionner entre leurs mains comme autant de numéraire. Mais, à part la classe de rentiers oisifs ainsi créée [« financiers intermédiaires entre le gouvernement et la nation », etc.] la dette publique a donné le branle aux sociétés par actions, au commerce de toute sorte de papiers négociables, aux opérations aléatoires, en somme, aux jeux de bourse et à la bancocratie moderne »<sup>68</sup>. Plus généralement, c'est aussi bien sûr l'État qui assure — point absolument fondamental — la gestion de la monnaie dans le système capitaliste, et qui participe dans la circulation du capital à la reproduction de la monnaie comme équivalent général (contre lequel toutes les marchandises peuvent être échangées)<sup>69</sup>.*

Dans le mode de production capitaliste avancé, Marx présente un État qui peut même agir *indépendamment* des capitalistes individuels, et parfois *contre* leurs intérêts immédiats, car il agit toujours consciemment pour préserver leur intérêt général de classe ; en l'espèce pour la reproduction des conditions générales de l'exploitation capitaliste. Pourquoi ? D'une part, parce qu'il y a unité du pouvoir d'État : c'est « *le capitaliste collectif* »<sup>70</sup> auquel fait allusion l'*Anti-Dühring* ; Engels dit aussi, dans *La Question du logement* : « *les capitalistes pris dans leur ensemble, c'est-à-dire l'État* »<sup>71</sup>. D'autre part, parce qu'il y a en même temps autonomisation de l'appareil d'État, lequel devient un « *automate* » : « *la machine centrale n'est pas seulement automate, mais autocrate* »<sup>72</sup> ; non pas seulement objet mécanique mais sujet de pouvoir. L'État n'est pas qu'un instrument, une réification, mais bien un *rapport social*. L'État peut ainsi apporter une solution aux oppositions entre les différentes fractions de la bourgeoisie, occupant des fonctions distinctes dans l'exploitation capitaliste.

Au cœur de la reproduction des conditions de l'exploitation, il y a bien entendu la « *législation de fabrique* » que l'État façonne, comme une « *réaction consciente et méthodique* »<sup>73</sup>, organisée, destinée à éviter la destruction pure et simple des forces productives humaines, à empêcher, dit Marx dans les chapitres sur la production de la plus-value absolue, une trop grande transformation « *de sang d'enfants en*

---

<sup>68</sup> *Le Capital*, Livre premier, p. 551.

<sup>69</sup> Nous invitons le lecteur à se reporter à de Brunhoff, 1982, *État et capital*.

<sup>70</sup> *Anti-Dühring*, p. 315.

<sup>71</sup> *La Question du logement*, p. 84.

<sup>72</sup> Cf. « Appareil », in Labica, 1982, *Dictionnaire critique du marxisme*.

<sup>73</sup> *Le Capital*, Livre premier, p. 342.

*capital* »<sup>74</sup>, et aussi à adopter, certes avec « *hésitation, répugnance et mauvaise foi* »<sup>75</sup>, des mesures « *contre les excès de l'exploitation capitaliste* »<sup>76</sup>. Mais, ajoute Marx, l'acceptation du droit du travail par le capital, sous la pression des luttes du prolétariat qui établit avec lui un rapport collectif frontal de classe, s'effectue sans remise en cause de la domination du capital. Marx explique, à la fin des chapitres sur la production de la plus-value relative, que la législation sociale de l'État a également pour effet d'accélérer la concentration du capital, de pérenniser l'insécurité de la condition ouvrière due au chômage — parce que s'accroît le nombre de travailleurs surnuméraires — et finalement de servir de « *souape de sécurité de tout le mécanisme social* »<sup>77</sup>.

## L'État et la Révolution

Survient la Commune de Paris, qui va conduire Marx à faire évoluer encore, avec *La Guerre civile en France*, son concept d'État, pour insister de plus en plus sur le caractère répressif, coercitif, violent de l'appareil d'État — appareil quant à lui bien réel, matériel, efficace — : « *Au fur et à mesure que le progrès de l'industrie moderne développait, élargissait, intensifiait l'antagonisme de classe entre le Capital et le Travail, le pouvoir d'État prenait de plus en plus le caractère d'un pouvoir organisé aux fins d'asservissement social, d'un appareil de la domination de classe. Après chaque révolution, qui marque un progrès de la lutte des classes, le caractère purement répressif du pouvoir apparaît de façon de plus en plus ouverte. En présence de la menace de soulèvement du prolétariat, la classe possédante unie utilisa alors le pouvoir d'État, sans ménagement et avec ostentation, comme l'engin de guerre national du Capital contre le Travail* »<sup>78</sup>, « *une arme puissante* ». A ces « *instruments matériels du pouvoir du gouvernement* » — instruments répressifs que sont l'armée et la police — s'ajoutent, selon Marx, « *l'outil spirituel de l'oppression* »<sup>79</sup> — soit l'instrument proprement idéologique constitué par l'Église et l'école.

L'expérience de la Commune va surtout contraindre Marx et Engels à « rectifier » le texte du *Manifeste communiste*, dans la

---

<sup>74</sup> *Idem*, p. 352.

<sup>75</sup> *Ibidem*.

<sup>76</sup> *Ibidem*.

<sup>77</sup> *Idem*, p. 359.

<sup>78</sup> *La Guerre civile en France*, p. 39.

<sup>79</sup> *Idem*, p. 42.

mesure où, si la prise du pouvoir d'État demeure toujours l'objectif politique immédiat de la lutte des classes, « *le devoir impérieux et le droit absolu* »<sup>80</sup> du prolétariat (le *Manifeste* disait : « *L'État [soit] le prolétariat organisé en classe dominante* »<sup>81</sup>), il apparaît maintenant, dans *La Guerre civile en France*, que « *la classe ouvrière ne peut pas se contenter de prendre telle quelle la machine de l'État et de le faire fonctionner pour son propre compte* »<sup>82</sup>. Le prolétariat doit donc certes s'emparer du pouvoir d'État, mais pour mieux détruire l'appareil d'État bourgeois tel qu'il existe (c'est-à-dire comme organe essentiellement répressif), et pour le transformer et le remplacer par une nouvelle forme "politique" — pour ne pas la qualifier d'"étatique" — ; une forme authentiquement prolétarienne, comme ont commencé à le faire les Communards, une *dictature du prolétariat* dont la raison d'être est la réalisation, au cours du processus révolutionnaire victorieux, du *dépérissement de l'État*, soit à la fois du dépérissement du pouvoir et de l'appareil d'État. Ce dépérissement est pensé sous le vocabulaire de l'*Aufhebung*, du dépassement par suppression–conservation.

Dans ces conditions, « *bien que les principes généraux exposés dans le Manifeste conservent dans leurs grandes lignes toute leur exactitude, il faudrait revoir çà et là quelques détails* », écrivent Marx et Engels dans la préface de la réédition de 1872 du *Manifeste communiste*. Par suite [et suite à la Commune], *il ne faut pas attribuer trop d'importance aux mesures révolutionnaires énumérées à la fin du chapitre II. Ce passage serait, à bien des égards, rédigé tout autrement aujourd'hui* »<sup>83</sup>. Car la dictature du prolétariat expérimentée par la Commune de Paris, « *gouvernement de la classe ouvrière* »<sup>84</sup>, « *forme politique enfin trouvée qui permettrait de réaliser la libération économique du travail* »<sup>85</sup>, a ouvert la voie. Elle l'a fait par l'instauration du peuple en armes, condition de tout, et par la suppression du parlementarisme et du fonctionnarisme, remplacés par une subordination directe des élus et des fonctionnaires au peuple. C'est donc une forme politique toute différente, la réalisation d'un État qui est aussi « *autre chose qu'un État* »<sup>86</sup> dit Marx, « *un non État* »<sup>87</sup> dit Engels, « *un demi État* »<sup>88</sup> dira quant à lui Lénine. C'est

---

<sup>80</sup> *Idem*, p. 38.

<sup>81</sup> *Le Manifeste communiste*, pp. 181–182.

<sup>82</sup> *La Guerre civile en France*, p. 38.

<sup>83</sup> Voir Balibar, 1974, *Cinq Études du matérialisme historique*, pp. 65 et s.

<sup>84</sup> *La Guerre civile en France*, p. 45.

<sup>85</sup> *Ibidem*.

<sup>86</sup> Voir : *Critique du Programme de Gotha*.

<sup>87</sup> Voir : *L'Origine de la Famille, de la propriété privée et de l'État*.

bien « *l'association libre des producteurs* »<sup>89</sup> dont parlait Marx antérieurement, « *l'administration des choses et la direction des opérations de production* »<sup>90</sup> dont parlera plus tard Engels. C'est encore ce que les *Manuscrits de 1844* appelaient déjà la *fin de la politique*<sup>91</sup> ; soit une forme d'organisation sociale, avec association libre des individus et appropriation collective des productions, *non politique*, ou *apolitique*. Ce dépérissement est donc la condition même, à valeur universelle, de la transition à la société sans classes, de la transition au communisme. Il est totalement emboîté dans la question du parti<sup>92</sup>. Ce mouvement comporte également une dimension internationaliste<sup>93</sup>, qui est consubstantielle à la révolution prolétarienne, et qui fut bien réelle sous la Commune — ces deux derniers points étant selon nous absolument fondamentaux.

## Conclusion

Il reste, pour finir, que la question centrale que posera Marx dans sa *Critique du Programme de Gotha* — texte tout entier dirigé contre la conception étatiste (et lassallienne) de la social-démocratie allemande, et son « *drelin-drelin démocratique* »<sup>94</sup> — est la question de la transformation (destruction–création) de l'État, « *organisme qui est mis au-dessus de la société, en un organisme entièrement subordonné à elle* »<sup>95</sup>. A titre d'exemple, Marx écrit, à propos de l'école, que ce n'est pas à l'État d'éduquer le peuple, « *c'est au contraire l'État qui a besoin d'être éduqué d'une manière rude par le peuple* »<sup>96</sup>. La question posée est donc : « *Quelle transformation subira l'État dans la société communiste ? Quelles sont les fonctions sociales qui s'y maintiendront analogues aux fonctions actuelles de l'État ?* »<sup>97</sup>. Cela laisse entendre qu'à côté des « *organes purement répressifs* » de l'État capitaliste, qui ne subsisteront pas — même s'il faut souligner ici que Marx reconnaît explicitement que les Communards ont succombé parce que « *trop gentils* »<sup>98</sup> —, il y aurait

---

<sup>88</sup> Voir : *L'État et la Révolution*.

<sup>89</sup> *Le Manifeste communiste*, pp. 182–183. *La Guerre civile en France*, p. 43.

<sup>90</sup> *Anti-Dühring*, p. 317.

<sup>91</sup> *Manuscrits de 1844*, notamment p. 157.

<sup>92</sup> Voir Balibar, Luporini et Tosel, 1979, *Marx et sa Critique de la politique*.

<sup>93</sup> *La Guerre civile en France*, p. 49 et p. 63.

<sup>94</sup> *Critique du Programme de Gotha*, p. 30.

<sup>95</sup> *Critique du Programme de Gotha*, p. 25.

<sup>96</sup> *Idem*, pp. 29–30.

<sup>97</sup> *Idem*, p. 26.

<sup>98</sup> *La Guerre civile en France*, pp. 23 et s.

d'autres fonctions, «*peu nombreuses mais importantes* », qualifiées de «*légitimes* », de «*générales* », ou même de «*production sociale* », qui elles seront maintenues. Mais cela pourrait aussi laisser entendre que la société communiste aura encore affaire à l'État : «*Entre la société capitaliste et la société communiste se place la période de transformation révolutionnaire de celle-là en celle-ci. A quoi correspond une période de transition politique où l'État ne saurait être autre chose que la dictature du prolétariat* »<sup>99</sup>.

Et finalement : «*Le programme [du mouvement ouvrier allemand] n'a pas à s'occuper, pour l'instant, de l'État futur dans la société communiste* »<sup>100</sup>... Le problème est que Marx n'est plus revenu sur ce point... A nous de nous débrouiller donc, sans lui.

### Bibliographie

Balibar, É., 1974, *Cinq Études du matérialisme historique*, François Maspéro, Théorie, Paris.

Balibar, É., 1976, *Sur la Dictature du prolétariat*, François Maspéro, Théorie, Paris.

Balibar, É., 1993, *La Philosophie de Marx*, La Découverte, Repères, N° 124, Paris.

Balibar, É., C. Luperini et A. Tosel, 1979, *Marx et sa Critique de la politique*, François Maspéro, Théorie série «*Analyses* », Paris.

De Brunhoff, S., 1982, *État et capital – Recherches sur la politique économique*, François Maspéro, Paris.

Engels, F., 1962, *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Éditions sociales, Classiques du marxisme, Paris.

Engels, F., 1971, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, Éditions sociales, Paris.

Engels, F., 1972, *Théorie de la violence*, Union Générale d'Éditions, 10–18, Paris.

Engels, F., 1974, *La Guerre des paysans en Allemagne*, Éditions sociales, Classiques du marxisme, Paris.

Engels, F., 1975, *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, Éditions sociales, Paris.

Engels, F., 1975, *La Dialectique de la nature*, Éditions sociales, Œuvres complètes, Paris.

Engels, F., 1975, *Sur Le Capital de Marx*, Éditions du Progrès, Moscou.

---

<sup>99</sup> *Critique du Programme de Gotha*, p. 26.

<sup>100</sup> *Ibidem*.

Engels, F., 1976, *Ludwig Feuerbach et la Fin de la philosophie classique allemande*, Éditions sociales, Classiques du marxisme, Paris.

Engels, F., 1976, *La Question du logement*, Éditions sociales, Classiques du marxisme, Paris.

Engels, F., 1977, *Anti-Dühring (M.E. Dühring bouleverse la science)*, Éditions sociales, Paris.

Godelier, M., 1978, *Sur les Sociétés précapitalistes – Textes choisis de Marx, Engels, Lénine*, Éditions sociales, Centre d'Études et de Recherches Marxistes, Paris.

Labica, G., 1982, *Dictionnaire critique du marxisme*, Presses Universitaires de France, Paris.

Labica, G., 1987, *Karl Marx – Thèses sur Feuerbach*, Presses Universitaires de France, Philosophies, N° 13, Paris.

Lénine, V., 1969, *L'État et la Révolution*, Éditions sociales – Éditions du Progrès, Moscou.

Marx, K., J. Marx, F. Engels, 1971, *Lettres à Kugelmann*, Éditions sociales, Classiques du marxisme, Paris.

Marx, K. et F. Engels, 1965, *Le Manifeste communiste*, in *Économie I*, La Pléiade, Gallimard, Paris.

Marx, K. et F. Engels, 1968, *L'Idéologie allemande*, Éditions sociales, Paris.

Marx, K. et F. Engels, 1972, *La Nouvelle Gazette rhénane*, 3 Tomes, Éditions sociales, Paris.

Marx, K. et F. Engels, 1977, *Correspondance*, volumes variés, Éditions sociales, Paris.

Marx, K. et F. Engels, 1978, *Textes sur le Colonialisme*, Éditions du Progrès, Éditions en Langues étrangères, Moscou.

Marx, K. et F. Engels, 1982, *La Sainte Famille ou Critique de la critique critique – Contre Bruno Bauer et consorts*, in *Philosophie*, La Pléiade, Gallimard, Paris.

Marx, K. et F. Engels, 1988, *Karl Marx Friedrich Engels Werke*, Tomes 23–25, Institut für Marxismus–Leninismus, Dietz Verlag Berlin, Berlin.

Marx, K., 1965, *Œuvres, Économie, I*, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, Paris.

Marx, K., 1965, *Discours sur le libre-échange*, in *Économie I*, La Pléiade, Gallimard, Paris.

Marx, K., 1972, *Contribution à la critique de l'économie politique*, Éditions sociales, Paris.

Marx, K., 1972, *La Guerre civile en France 1871*, Éditions sociales, Paris.

Marx, K., 1973, *Salaires, prix et profit*, Éditions sociales, Classiques du marxisme, Paris.

Marx, K., 1975, *Critique de la philosophie politique hégélienne*, Éditions sociales, Paris.

Marx, K., 1977, *Le Capital – Critique de l'économie politique*, Éditions sociales, Poche, Paris.

Marx, K., 1978, *Critique du Programme de Gotha*, Éditions du Peuple, Éditions en Langues étrangères, Pékin.

Marx, K., 1982, *Œuvres, Philosophie*, III., Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, Paris.

Marx, K., 1982, *A Propos de la Question juive*, in *Philosophie*, La Pléiade, Gallimard, Paris.

Marx, K., 1982, *Ad Feuerbach*, in *Philosophie*, La Pléiade, Gallimard, Paris.

Marx, K., 1984, *Les Luttes de classes en France 1848–1850*, Messidor – Éditions sociales, Essentiel, Paris.

Marx, K., 1984, *Le Dix-Huit Brumaire de Louis Bonaparte*, Messidor – Éditions sociales, Essentiel, Paris.

Marx, K., 1996, *Manuscrits de 1844*, Flammarion, Paris.